

TOUJOURS
PLUS HAUT!



zigzag



RÉGION ILE-DE-FRANCE

LE MATRAQUAGE FISCAL PERMANENT

La région Ile-de-France est gérée par la gauche depuis 1998. Ne disposant que d'une majorité relative pendant son premier mandat (1998-2004), Jean-Paul Huchon n'a pu mettre en œuvre la politique qu'il souhaitait, contraint par la droite, de baisser les impôts de — 6 % ou de mener des actions en faveur de la sécurité. Ayant enfin une majorité en 2004, le président de la région a rattrapé le temps perdu : matraquage fiscal, augmentation des dépenses de fonctionnement et de communication, saupoudrage des subventions, baisse de l'investissement et accroissement de la dette. Et comme toujours, n'oublions pas de signaler la mauvaise foi de l'exécutif PS-Vert-PC qui invoque systématiquement l'Etat, la décentralisation pour justifier ses propres turpitudes.

Région Ile-de-France

Après les augmentations de 24 % en 2005 et 30 % des impôts régionaux en 2006, la gauche a poursuivi le matraquage fiscal en 2007, en augmentant de 11 % la taxe régionale sur l'essence (TIPP) et en prélevant 80 M€ supplémentaires sur les automobilistes franciliens.

Toujours plus d'impôts pour les Franciliens

• Pour les propriétaires de leurs logements,

c'est 100 millions d'euros de plus d'impôts par an depuis 2004.

• Pour les entreprises, c'est 150 millions d'euros de plus de taxe professionnelle prélevée chaque année depuis 2004.

• Pour les automobilistes, c'est 300 millions d'euros d'impôts supplémentaires par an en raison de l'augmentation de la taxe sur les cartes grises et de la taxe sur l'essence (TIPP)

Les entreprises, vaches à lait de l'exécutif de gauche

Avec les **augmentations à répétition en 2005** et en 2006 du taux de la taxe professionnelle, ce sont 150 millions d'euros supplémentaires qui sont prélevés chaque année sur les entreprises franciliennes.

La majorité PS-PC-Vert du Conseil régional d'Ile-de-

France prétend soutenir le développement économique de l'Ile-de-France en accordant **60 M€ d'aides diverses aux entreprises**. En réalité, ces dispositifs alibis ne compensent même pas pour moitié le prélèvement fiscal supplémentaire de 150 M€ que vont subir les entreprises en raison de l'augmentation du taux de taxe professionnelle.

Cette hausse massive de la fiscalité sur les entreprises constitue un véritable obstacle à l'investissement, à l'emploi et à la consommation. Elle

intervient alors que le **taux de chômage en Ile-de-France est supérieur à celui de la moyenne nationale**.

Les automobilistes franciliens paieront toujours plus !

En 2007, **l'exécutif a choisi d'augmenter la taxe sur l'essence de 80 M€**. On peut évaluer ce **nouvel impôt à 75 € par an** pour un automobiliste qui effectue un plein de carburant par semaine. L'augmentation du prix de la fiscalité sur l'essence imposé en 2007 s'ajoute à la hausse de la taxe sur

L'ILE-DE-FRANCE, BONNE DERNIÈRE EN EUROPE

Au palmarès des régions européennes en matière de fiscalité locales pour les entreprises, la région Ile-de-France, se classe 13^e sur 13. C'est facile à retenir, elle est dernière...Ce classement a été établi en décembre 2007 par le cabinet Ernst et Young. Les régions la plus « amicales » pour les entreprises son Nord Hollande, Madrid, Barcelone, Dublin où le poids de la fiscalité locale moyenne est inférieur à 100 000 €. En Ile-de-France, c'est 518 000 €, juste 5 fois plus !

AUGMENTATION DE LA DETTE : +25 %

EN M €	2004	2006	2007	2008	Évolution 04/08
Dettes	1 977	2 107	2 231	2 481	+25 %

les cartes grises de 59 % que l'exécutif régional de gauche a imposé depuis 2004, ce qui représente un prélèvement de plus de 210 M€. En effet, les franciliens qui ont acheté une voiture neuve ou d'occasion ont payé la taxe sur leur carte grise 64 € de plus pour une 5CV et 115 € de plus pour une 9 CV.

Cette mesure, socialement injuste, touchera 5 millions d'automobilistes pour qui la voiture est indispensable pour se rendre au travail notamment ceux qui vivent dans les franges de l'Ile-de-France, mal desservies par les transports en commun.

La dette augmente...

Depuis le début de la nouvelle mandature, la gauche a fait gonfler la dette régionale de +25 %.

On peut condamner l'augmentation des impôts et de la dette de notre région. Ces augmentations

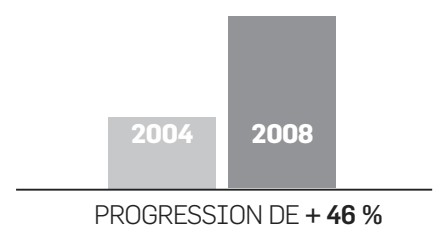
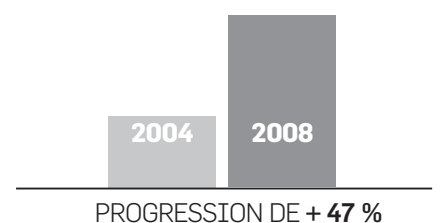
pourraient et ont pu en certaines circonstances et en d'autres temps se justifier. En effet, l'impôt ou l'emprunt n'est pas condamnable en soi, lorsqu'il s'agit de financer la construction de lycées par exemple. Or, en Ile-de-France, c'est exactement le contraire qui se produit. Malgré la hausse de la fiscalité et de la dette, les investissements reculent.

Les investissements reculent...

Le montant des crédits de paiement diminue régulièrement depuis 2005 et malgré une légère hausse en 2008, le niveau de 2005 n'a toujours pas été rattrapé !

- 1 849 M€ en 2005
- 1 783 M€ en 2006
- 1 730 M€ en 2007
- 1 846 M€ en 2008

“ Pour les automobilistes, c'est 300 millions d'euros d'impôts supplémentaires par an en raison de l'augmentation de la taxe sur les cartes grises et de la taxe sur l'essence (TIPP).”

TAXE FONCIER BÂTI**TAXE FONCIER NON BÂTI**

Ainsi, en 2008 les investissements diminuent dans les principaux secteurs clés de la région : L'apprentissage et la formation professionnelle

Au cours de la campagne électorale, Jean-Paul Huchon s'était engagé en faveur de l'apprentissage et de la formation professionnelle :

- — 14 % de crédits (AP investissements) pour les équipements dans les centres de la formation continue
- — 27 % pour les programmes d'accompagnement de la formation des salariés

L'enseignement :

- — 8 % pour la rénovation des lycées privés,
- — 4 % pour la construction des lycées neufs

C'est un véritable scandale, alors que les lycées constituent la principale compétence de la région.

Les transports

- — 10 % pour les transports communs,
- — 10 % sur la rénovation des gares
- — 21 % pour les routes

La sécurité :

- — 6 % pour la sécurité dans les lycées
- — 14 % pour les actions de préventions et de sécurisation

Ces chiffres montrent bien que pour l'exécutif PS-PC-Vert, la sécurité n'est pas une priorité.

Logement

- — 18 % pour le développement du logement locatif intermédiaire
- — 17 % en faveur du logement des jeunes

Action économique

- — 24 % en faveur de l'industrie et de l'artisanat
- — 8 % pour les actions en faveur de l'emploi

Explosion des dépenses de fonctionnement

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est préoccupante pour notre institution dont la mission fondamentale doit rester l'investissement.

Depuis 1998, l'exécutif socialiste a augmenté

le train de vie de l'institution régionale.

Cet accroissement des dépenses de fonctionnement résulte d'une politique inconsidérée de la gestion du personnel, des locaux de la région et de la multiplication des dépenses de communication.

LES CHARGES LIÉES AUX LOCAUX DU CONSEIL RÉGIONAL

Au Conseil régional d'Ile-de-France, il y a 8 sites : Barbet de Jouy, Babylone, Invalides, Montparnasse, Murat, Lancereaux, rue Monsieur, rue du Bac... Cela entraîne des coûts induits : cafétéria, gardiennage, problème de communication entre les sites...

Les loyers et charges locatives du Conseil régional :
+83 % en 3 ans.

2004 : 12,4 M€/an

2005 : 17 M€/an (+41 %)

2006 : 20,795 M€/an (+22 %)

2007 : 22,79 M€ (+10 %)

2008 : 25,62 M€

Pour mémoire, en 1997 le budget consacré aux loyers était de 13 millions de francs, soit 1,9M€.

Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient **67,32 €/habitant** en 1998. En 2008, elles atteignent **215 €/habitant**. Elles ont été multipliées par 3 !

Accroissement des effectifs sans lien avec la décentralisation

Comme dans les autres régions, les effectifs de la région Ile-de-France ont explosé bien avant que les transferts liés à la décentralisation n'interviennent. Ainsi en 2005 et 2006, et 2007, 310 postes ont été créés sans lien avec la décentralisation.

Toujours plus de communication....

Contrairement aux annonces de l'exécutif, les dépenses de communication continuent d'augmenter. En 1998, ces dernières s'élevaient à 4,82 M€. Elles auront été multipliées par 4 pour atteindre aujourd'hui 15,12 M€.

Néanmoins, les crédits communication se dissimulent désormais

dans chaque chapitre budgétaire (action internationale, culture, action sociale, ...) En réalité, les dépenses de communication approchent 20 M€ par an et non 15 M€ comme semble l'indiquer l'exécutif.

.... Et de frais de réception

Les frais de réception étaient de 0,762 M€ en 1998. Ils ont augmenté de + 160 % pour atteindre 1,950 M€ en 2008.

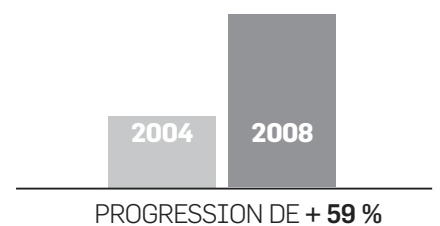
Et pour finir, les dernières perles de l'exécutif régional

Pendant que les entreprises et les ménages d'Ile-de-France sont asphyxiés par l'explosion des impôts régionaux, les priorités de l'exécutif régional semblent bien loin de l'amélioration du quotidien des Franciliens!

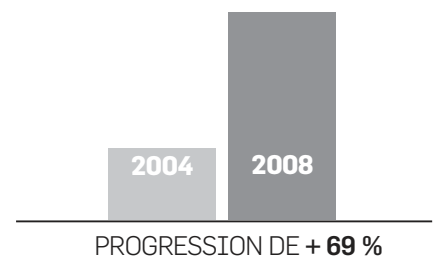
- **20 000 euros** bénéficiant à la société française d'odontologie pour la réalisation de l'inventaire des libellules d'Ile-de-France

“ Depuis 2004, la dette régionale a augmenté de 25 %.”

TAXE SUR LES CARTES GRISES



TAXE PROFESSIONNELLE



Région Ile-de-France

- **1 500 euros**

pour une prime de soutien au « développement de l'activité de voyance » (la subvention puis le dossier ont été finalement retirés... grâce à l'action du Groupe UMP)

- **7 500 euros**

pour le financement d'une thèse sur la transformation des formes d'autorité chez les Inuit du Nunavik et émergence de la figure du leader politique au XX^e siècle.

- **7 500 euros**

pour le financement d'une thèse sur les musiciens dans les mouvements dissidents en Tchécoslovaquie : la musique comme moyen d'expression de la contestation politique dans un régime communiste. Evolution et repérages des scènes alternatives (1977- années 90)

- **120 000 euros**

pour la location d'un bus aux couleurs de la région chargé de faire la promotion de l'Ile-de-France...

- **7 500 euros**

pour le financement régional d'une thèse sur le désenclassement de l'économie comme projet politique et la réception des accords et des discours internationaux sur le commerce et formation de politiques de santé en Tanzanie.

- **7 500 euros**

pour le financement régional d'une thèse sur le fonctionnement symbolique et radicalisation d'un fondamentalisme non-religieux : ascension et déclin du mouvement spontanéiste armé en Italie (1977-1982)

- **7 500 euros**

pour le financement d'une thèse sur l'histoire de la chevelure et de la pilosité. Prescriptions, perceptions et pratiques, France 16^e-18^e siècles.

- **6 000 euros**

au Comité Attac Paris Nord Ouest pour la 6^e édition de son festival de cinéma « Images mouvementées » en avril 2008 à Paris.

LES EMPLOIS TREMPLINS RATENT TOTALEMENT LEUR CIBLE

L'exécutif de gauche s'était fixé début 2004 un objectif de 10 000 emplois-tremplin pour un montant de 150 M€ par an. Quatre ans après, l'exécutif socialiste a péniblement atteint 1 876 postes.

L'exécutif socialiste de la région Ile-de-France a de plus totalement dénaturé le dispositif des emplois-tremplin pour tenter d'atteindre son objectif.

Au final, le dispositif des emplois-tremplin s'avère coûteux et totalement inefficace dans la mesure où il ne répond pas du tout aux attentes de celles et de ceux qui cherchent réellement un emploi.

Exemples :

15 000 € pour un poste d'assistant de direction en emploi-tremplin... à Montpellier.

15 000 € pour un poste de phototécaire à l'institut CGT d'histoire sociale - Qualification requise Bac+5.

“ 20 000 euros pour la réalisation de l'inventaire des libellules d'Ile-de-France”.

